

Concours : ENM

Epreuve : Droit pénal (1er concours)

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

Question n° 1

L'escroquerie suppose de tromper une personne par certains moyens afin d'obtenir une remise préjudiciable. L'élément matériel de l'escroquerie se compose donc de plusieurs éléments. En premier lieu, il faut identifier l'usage de moyens frauduleux. Le texte énumère ainsi l'usage d'une fausse qualité, l'abus d'une qualité vraie ou l'emploi de manœuvres frauduleuses (C. pén. art 313-1). En l'espèce, les malfructeurs ont utilisé de faux noms et de fausses qualités de marchands d'art immatriculés au RCS, caractérisant l'usage de faux noms et de fausses qualités. Toutefois, la jurisprudence précise que ces moyens doivent être déterminants de la remise (V. Crim. 3 déc 1958 pour le faux nom et Crim. 14 mai 1990 pour la fausse qualité). Or, en l'espèce, ces moyens ne semblent pas avoir déterminé à eux seuls la remise. Il faut donc s'intéresser aux manœuvres frauduleuses. Un simple mensonge ne constitue pas les manœuvres frauduleuses (Crim. 20 juill. 1960) à lui seul. Il doit se doubler d'éléments leur donnant force et crédit (Crim. 12 nov. 1964). En outre, la manœuvre doit résulter d'un acte positif (Crim. 5 juill. 1956). En l'espèce, au delà du mensonge sur le nom et la qualité, les suspects ont fait intervenir un tiers, un prétendu expert. La jurisprudence

N°

11.7

admet à cet égard que l'intercession d'un tiers de bonne ou de mauvaise foi, réel ou fictif, constitue une manœuvre frauduleuse (V. par ex: Crim. 27 juil. 1938). En l'espèce, le faux expert montrait une carte proportionnel et surestimait largement la valeur de l'objet. Cette estimation était déterminante de la remise des fonds. Il y a donc un acte positif constituant les manœuvres.

L'article 313-1 exige également, quant à l'élément matériel, une remise de fonds, valeurs ou biens quelconques, la fourniture de services ou le consentement à un acte opérant obligation ou décharge. En l'espèce, les victimes étaient déterminées à se porter acquéreurs du bien. Le fait de se porter acquéreurs du bien peut soit consister en la remise de fonds, soit consister dans un acte opérant obligation ou décharge, défini comme tout acte qui forme un lien de droit et à l'aide duquel on peut préjudicier à la fortune d'autrui (Crim. 12 nov. 1964). Ici, la remise est caractérisée.

Ceci étant, la remise doit encore être préjudiciable. La jurisprudence exige la caractérisation de cet élément (Crim. 3 avril 1991). Le préjudice est largement entendu. Il peut être pécuniaire mais aussi résulter de ce que l'acte opérant obligation n'a pas été consenti librement par la victime mais a été obtenu par des moyens frauduleux (Crim. 28 janv. 2015). En l'espèce, le préjudice pécuniaire est de 2 millions d'euros, caractérisant l'exigence de préjudice.

L'élément matériel est caractérisé dans tous ses éléments.

L'élément moral résulte de la conscience et la volonté de tromper autrui par certains moyens dans un certain but. Cette appréciation est opérée souverainement par les juges du fond (Crim. 10 oct 1977). En l'espèce, elle résulte suffisamment des faits constitutifs de l'élément matériel et de la pluralité de victimes.

L'élément matériel et l'élément moral de l'escroquerie sont canadians.

L'escroquerie peut être agée par la bande organisée (CP, art. 313-2). La bande organisée est constituée par tout groupement ou entente établie en vue de la préparation, caractérisée par un ou plusieurs faits matériels, d'une infraction (CP, art. 132-71). Elle suppose la préméditation et une organisation structurée entre ses membres (Crim. 8 juillet 2015). En l'espèce, il y a une pluralité d'individus, membres ou alliés d'une même famille, placés sous l'égide de deux personnes. Il y a donc organisation, la préméditation résultant des faits (carte professionnelle, fausses statues, schéma opératoire...).

On peut retenir la bande organisée, la peine encourue étant donc de dix ans d'emprisonnement et un million d'euros d'amende.

structurée
par une hiérarchie,

Question 2.

La loi pénales est d'application territoriale (art. 113-2). En l'espèce, aucune information ne permet de dire avec certitude que des faits de blanchiment ont été commis sur le territoire national. Cependant, l'infraction peut être réputée commise sur le territoire si un fait constitutif est commis sur le territoire, par exemple un virement de Suisse vers la France (Crim. 17 nov 2016). Ici encore, aucun élément ne permet de répondre avec certitude sur la compétence territoriale française.

La loi pénale peut également être applicable en raisonnant sur les auteurs et complices de l'infraction :

- CP, art. 113-5 : application de la loi française en cas d'acte de complicité en France. Il n'y a pas d'éléments avec précision en l'espèce.

- CP, art. 113-6 : application de la loi française à l'auteur français. La compétence personnelle ^{active} pourrait être applicable dès lors que l'une des personnes impliquées dans une opération de blanchiment en Espagne est de nationalité française. S'agissant d'un délit (CP, art. 324-1), les faits doivent être également réprimés en Espagne, ce qui ne semble pas poser de problème. Dans ce cas cependant, la poursuite ne peut être exercée que sur requête du parquet et doit être précédée d'une plainte de la victime ou d'une dénonciation officielle de l'Espagne (CP, art. 113-8).

En outre, on peut retenir une compétence personnelle passive, en raisonnant sur la nationalité française des victimes (113-7), aux conditions de l'article 113-8 du code. Cependant, en l'absence d'informations suffisamment précises quant aux victimes du blanchiment, il convient de retenir plus sûrement la compétence personnelle active (CP, art. 113-6).

Question 3

Le blanchiment est prévu par l'article 324-1 du code pénal. Il consiste soit à fausser la justification mensongère des revenus de l'auteur de l'infraction principale, ou bien à faciliter le placement du produit d'une infraction d'origine.

Infraction de contrefaçon, le blanchiment ne suppose pas que l'infraction d'origine (et d'espèce, l'exercice) ait été poursuivie ou jugée. Il suffit que soient établis les éléments constitutifs de l'infraction principale ayant procuré les sommes litigieuses (Crim. 20 fév. 2008).

Concours : ENM

Epreuve : Droit pénal (1^{er} concours)

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Dans sa seconde forme, le blanchiment consiste à participer à une opération de placement.

Quant à l'élément matériel : il s'agit d'apporter son concours à une opération de placement, de dissimulation ou de conversion de produit direct ou indirect d'un crime ou d'un délit.

- Le crime ou un délit : la condition est en l'espèce remplie (l'extorsion est un délit). Les éléments principaux de l'infraction d'origine doivent être caractérisés (Crim. 25 juin 2003).

- Une opération : pour les juges, le fait de recevoir des versements sur un compte personnel et de transférer à nouveau ces fonds constitue l'opération (Toulouse 6 janv. 2007). En l'espèce, les fonds ont été versés puis retirés sur un compte en Espagne, et de nombreuses opérations ont été observées ces dernières années. Sous réserve de l'apport d'éléments supplémentaires, la participation à une opération de placement, dissimulation ou conversion semble avérée.

- Un produit de l'infraction d'origine : l'article 326-1-1 prévoit que les biens ou revenus sont présumés produits de l'infraction d'origine s'ils ne peuvent être justifiés autrement que par la dissimulation de l'origine des fonds en raison des circonstances de l'opération de placement. En l'espèce, si Madame Bertrand invoque une activité commerciale, il résulte des faits que cette justification est "contredite par

de nombreuses opérations⁷, ie par les circonstances matérielles et financières exigées par le texte.

Pourtant, l'élément matériel est caractérisé

Quant à l'élément moral: il s'agit de vouloir concourir frauduleusement à une opération de blanchiment. Cette intention peut résulter des faits (re-justification des sommes, opérations aspects, multiples comptes...).

Le blanchiment paraît caractérisé.

Quel est n°4 :

L'article 132-19 du code pénal prévoit qu'une peine d'emprisonnement ferme ne peut être prononcée qu'en dernier recours, si la gravité de l'infraction et la personnalité de son auteur rendent nécessaires cette peine, et que toute autre sanction est manifestement inadéquate.

La peine doit être, en cas d'emprisonnement ferme, l'objet d'un aménagement sauf impossibilité matérielle. Si le juge souhaite ne pas aménager l'emprisonnement ferme, il doit motiver sa décision au regard des faits de l'espèce, de la personnalité de leur auteur et de sa situation matérielle, familiale et sociale.

Depuis 2017, la jurisprudence exige en réalité que toute peine soit motivée au regard de la gravité des faits, de la personnalité de leur auteur et de sa situation personnelle (Crim. 1^{er} fcv, 2017).

Le tribunal correctionnel devra donc apprécier :

- la gravité de l'infraction, et l'œuvre une infraction de conséquence, en délit s'inscrivant dans le cadre d'une criminalité transfrontalière.

- la personnalité de Mme Bernard, sur laquelle il s'est fait état d'aucun élément.

- situation personnelle.

Il devra s'assurer qu'aucune autre peine n'est pas plus adaptée.

Il devra ensuite décider de l'absence ou non d'aménagements de peine, et motiver l'absence de ces aménagements s'il s'oriente en ce sens.

